



**HAL**  
open science

## Conclusion. Le renseignement au début de la guerre froide, 1945-1955

Olivier Forcade

### ► To cite this version:

Olivier Forcade. Conclusion. Le renseignement au début de la guerre froide, 1945-1955. Le renseignement au début de la guerre froide, 1945-1955, Olivier Forcade, Maurice Vaisse, Jun 2016, Paris, France. hal-04008925

**HAL Id: hal-04008925**

**<https://hal.science/hal-04008925>**

Submitted on 7 Mar 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

## Conclusion

Pour ne pas être nouveau, le renseignement a gagné en force au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Sans conteste, la longue guerre-monde qui s'achève en des chronologies distinctes selon les pays l'a valorisé d'une manière exceptionnelle<sup>1</sup>. Les actes de ce colloque en soulignent plusieurs aspects saillants.

Que l'on parle de renseignement d'Etat, militaire, diplomatique ou policier, technologique ou économique, les relations entre Etats et organisations internationales ne peuvent plus le relativiser ou s'en passer. La permanence du renseignement dans la vie des Etats et dans la société internationale s'impose, comme une évidence gênée, jusqu'au cœur de la démocratie américaine qui avait cherché à le mettre entre parenthèse par la volonté contrariée du président Truman. Dès le printemps 1946, à l'heure où se perd la grande alliance née dans la guerre entre les Soviétiques, les Anglais et les Américains, Harry Truman lui-même est amené à jeter les bases d'un renseignement permanent, de temps de paix, sans en laisser un quelconque monopole à la Marine ou aux forces armées. Le Département de la Défense, le département de la Justice, le Département d'Etat notamment réorganisent progressivement, jusqu'au début des années 1950 et du mandat de Dwight Eisenhower à compter de 1953, un renseignement étatique.

Ces années 1945-1955 dessinent bien les contours d'une « communauté du renseignement » américaine, dont le pivot est la loi sur la sécurité nationale de 1947. Le témoignage de Charles Cogan et l'analyse de François David mettent en évidence le rythme rapide de cette adaptation, dès 1947, dans le cadre d'une compétition bientôt acharnée des deux

---

<sup>1</sup> Voir nos études « Le renseignement dans la Seconde Guerre mondiale », in Alya Aglan, Robert Frank (dir.), *La Guerre mondiale, 1937-1948*, Paris, Folio Gallimard, volume 1, 2015, p. 881-912 et « Objets, approches et problématiques d'une histoire française du renseignement : un champ historiographique en construction », in *Histoire, économie, société*, 2/2012, p. 99-110.

superpuissances pour établir une influence à l'étranger<sup>2</sup>. Ce faisant, le renseignement américain entre précocement, immédiatement dans le temps de sortie de la guerre mondiale, dans des politiques publiques de sécurité et de défense nationale dont le conseil de sécurité nationale et la Central Intelligence Agency constituent des nouveautés décisives désormais, et jusqu'à aujourd'hui. Et cette « communauté du renseignement », de crise en réorganisation jusqu'au début des années 1960 en incorporant les crises de 1960-1962 (affaire de l'avion U2 en avril 1960, crise de la baie des Cochons au printemps 1961, crise des missiles en 1962), est sans pareille dans les autres grands Etats portés à la concurrence internationale. Dans le cas soviétique par exemple, les évolutions ne sont pas aussi marquées dans l'organisation nationale d'un renseignement national qui repose, pour l'essentiel et nonobstant l'enjeu que le nucléaire constitue, sur des principes antérieurs à la guerre.

L'enjeu est ailleurs pour Moscou, qui cherche à orchestrer la création des polices politiques qui constituent la clef des coopérations secrètes avec les régimes pro-soviétiques mis en place en Europe centrale et orientale notamment. Si des coopérations anciennes avec les Guepéou des républiques soviétiques socialistes s'étaient armées dès les années 1920, « l'Internationale des tchékistes », pour reprendre une expression d'époque, en est l'un des objectifs premiers dans la guerre froide qui cristallise des partenariats secrets qui devaient constituer pour le KGB et la Stasi un objectif propre, notamment dans les années 1950-1970<sup>3</sup>. C'est que les coopérations secrètes, qui ne sont pas systématiquement conçues et mises en œuvre dans le cadre diplomatique par les appareils d'Etat, s'expérimentent tantôt entre les polices politiques, entre les forces armées, en temps de guerre ou de paix. Celles-ci peuvent alors inclure les missions d'occupation comme le démontrent les études de Wolfgang Krieger, Claude Brumster et Louise Matz dans le cas de l'Allemagne, archétypale des coopérations alliées dans le temps long d'une occupation militaire qui ne prit fin qu'avec la sortie de la guerre froide après 1989 et la réunification des deux Allemagnes en 1990. Les actions d'ingérence, de contre-espionnage et d'espionnage en Allemagne se donnent à voir dans les dix premières années d'occupation, dont la nature accélère la coopération alliée à trois en rehaussant la

---

<sup>2</sup> François David, *La Naissance de la CIA. L'aigle et le vautour 1945-1961*, Paris, nouveau monde éditions, coll. « Le Grand Jeu », 2016, p. 23 sq et Raphaël Ramos, *L'administration Truman et l'émergence d'une communauté du renseignement aux Etats-Unis (1945-1953)*, thèse de doctorat en histoire, dir. Antoine Coppolani, Université de Montpellier, 2015.

<sup>3</sup> Emmanuel Droit, *L'Internationale tchékiste. Les coopérations secrètes de la Stasi dans le Bloc de l'Est 1955-1989*, habilitation à diriger les recherches, Université de Paris IV-Sorbonne, décembre 2016, à paraître chez Gallimard.

participation française quand les Soviétiques s'en écartent dès le début de 1946. Il y a bien des relations et des partenariats militaires secrets qui surprennent parfois l'analyse des échanges diplomatiques, en une *para* ou une *infra*-diplomatie secrète caractérisée entre des Etats démocratiques ou pas<sup>4</sup>. Ceux-ci donnent corps à des alliances durables, pour échanger du renseignement technique et humain, à des fins stratégiques, militaires, scientifiques, économiques qui ne se résument pas d'ailleurs à des coopérations simplement militaires.

Précisément, la stratégie s'est déjà saisie du renseignement depuis les deux guerres mondiales, ne serait-ce que parce que les plans de défense, d'invasion ou d'occupation établissent le scénario des réponses des Etats. Dans l'orientation du renseignement et la définition de ses missions par des institutions spécialisées ou par les gouvernements, le renseignement est de plein pied dans la stratégie, militaire ou pas<sup>5</sup>. À partir de 1947-1948, comme l'expose bien l'étude François David sur la mise en place des « covert actions », le renseignement s'incorpore à la guerre secrète qui déploie ses ailes sur des théâtres croissants, en particulier au tournant de la guerre française d'Indochine (1946-1954) et de la guerre de Corée (1950-1953) en Asie comme en Amérique latine, au Guatemala par exemple en 1953-1954<sup>6</sup>. En valorisant les stratégies d'affrontement indirecte après la fin du monopole nucléaire militaire américain en 1949, la guerre froide consacre le renseignement comme étant un moyen privilégié, assumé quoique débattu par ses responsables à l'instar de l'amiral Roscoe H. Hillenkoetter aux États-Unis, de la guerre secrète<sup>7</sup>. Plongeant dans l'expérience des combats de la Seconde Guerre mondiale, les opérations clandestines qui marquent la culture action des services de renseignement militaires et bientôt des forces spéciales forment les pratiques de la guerre secrète durant la guerre froide. Nombreux sont les terrains européens, à partir de l'Albanie ou la Grèce en 1946, de l'Asie ou de l'Amérique qui en découvrent l'épanouissement à la fin des années 1940 et dans les années 50, en temps de paix, de crise ou en situation de guerre coloniale. Les agences ou services de renseignement expérimentent en particulier le

---

<sup>4</sup> Jean-Claude Cousseran, Philippe Hayez, *Renseigner les démocraties, renseigner en démocratie*, Paris, Odile Jacob, 2015, 374 p. et *Leçons sur le renseignement*, Paris, Odile Jacob, 2017, 432 p.

<sup>5</sup> « Le renseignement », *Stratégiques*, 2014-1, p. 7-180.

<sup>6</sup> Richard Immerman, *CIA in Guatemala. The Foreign policy of Intervention*, Austin, Presses de l'Université du Texas, 1982, 291 p.

<sup>7</sup> Voir notre étude, « La guerre secrète du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle » in *Guerres secrètes*, sous la dir. de Christophe Bertrand et alii, Catalogue d'exposition Invalides, Musée de l'Armée-Somogy, 2016, p. 31-35.

combat insurrectionnel et les réponses opérationnelles contre-insurrectionnelles, qu'elles soient américaines en Chine jusqu'en 1945-1949 ou françaises en Indochine<sup>8</sup>. L'étude de Jean-Marc Le Page revient sur ces éléments du contexte impérial qui est à la fois un autre champ de bataille de la guerre secrète et un autre horizon politique, sinon idéologique, de la politisation du renseignement. Et l'anti-communisme comme l'anti-soviétisme y tiennent une place, non symétrique, mais de réplique à celle de l'anti-impérialisme qui invite à relativiser la coupure de la Seconde Guerre mondiale dans les réponses des agences de renseignement. Il y a bien une expérience moderne du renseignement dans les stratégies indirectes et dans la guerre secrète qui remonte au moins à la Première Guerre mondiale, pour s'en tenir aux conflits du seul XX<sup>e</sup> siècle.

La bombe atomique obsède constamment les gouvernements, qu'ils veuillent s'en doter ou qu'ils aspirent à s'en protéger quand les deux intentions ne se fondent pas l'une dans l'autre. Françoise Thom revient sur cet objectif prioritaire du communisme de guerre, de Staline et de Beria qui cumula la direction du programme nucléaire avec celle du NKVD jusqu'à ce que Staline considère politiquement dangereux la maîtrise de ces deux instruments de pouvoir dans les mains d'un seul homme en confiant désormais à Abakoumov (1908-1954), ministre de la Sécurité d'Etat de 1946 à 1951, le NKVD en décembre 1945<sup>9</sup>. Reste que par ses réseaux du Komintern, Beria peut animer des coopérations secrètes, à l'insu de Staline ou presque, agir par des agents et des réseaux à l'étranger qui sont encore une partie du voile, levé par Guillaume Bourgeois, sur les activités d'espionnage orienté vers le secret nucléaire, scientifique, économique, politique<sup>10</sup>. Christopher Andrew rappelle ainsi que le gouvernement Atlee, qui avait pris la décision de fabriquer la bombe en janvier 1947, oeuvra à ne pas divulguer l'information de l'explosion de la bombe russe pourtant annoncée au monde par Truman le 23 septembre 1949. Atlee liait secret et nucléaire comme d'autres gouvernements l'avaient fait et le feraient<sup>11</sup>. Avant d'être posée devant les opinions publiques, le secret sur les programmes nucléaires est une affaire publique intéressant les hommes d'Etats et les relations officielles et

---

<sup>8</sup> Michel David, *Guerre secrète en Indochine. Les maquis autochtones face au Viet-Minh (1950-1955)*, Lavauzelle-Graphic Editions, 2004, 426 p. ; Elie Tenenbaum, *Une odyssée subversive : la circulation des savoirs stratégiques irréguliers en occident (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis) de 1944 à 1972*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Pierre Mélandri et Maurice Vaisse, IEP de Paris, 2015.

<sup>9</sup> Françoise Thom, *Beria, Janus du Kremlin*, Paris, édition du Cerf, 2013, 928 p. et Christopher Andrew, Oleg Gordievski, *Le KGB dans le monde 1917-1990*, Paris, Fayard, 1990, 754 p.

<sup>10</sup> Guillaume Bourgeois, *La Véritable histoire de l'Orchestre rouge*, Paris, nouveau monde éditions, coll. « Le Grand Jeu », 2015, 300 p.

<sup>11</sup> Christopher Andrew, Vassili Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest 1917-1991*, Paris, Fayard, 2000, 984 p.

secrètes entre alliés<sup>12</sup>. D'où l'enjeu crucial qu'elle constitue pour les services de contre-espionnage et de protection du secret de la défense nationale.

Demeurent les réponses et les réformes données par les gouvernements européens aux enjeux propres du renseignement et confrontés aux premières crises face à Moscou, nouées dès 1946-1947 sans oublier l'abstention de toute coopération secrète future entre anciens alliés antinazis dont Louise Matz décrit la réalité pratique dès le premier semestre 1946. Probablement le second semestre 1945, depuis la Conférence de Potsdam, a-t-il déjà préparé ce basculement en réalité. En 1945, il y a pourtant urgence à repenser le contre-espionnage, au sortir des résistance et des collaborations diverses entre belligérants, pour articuler contre-espionnage militaire et civil, notamment policier, structurer les outils d'information et d'espionnage d'Etats, sinon de gouvernants, qui ne sont pas prêts d'y renoncer : très instructifs sont, à cet égard, les regards nationaux anglais, français, allemand qu'offre les études de Christopher Andrew, Claude Faure, ou Wolfgang Krieger comme les témoignages de Jacky Debains et Jean-François Clair. Ces réponses nationales avèrent bien des approches différenciées qui façonnent des cultures proprement nationales du renseignement, telles l'antiterrorisme et le contre-terrorisme par exemple renvoyant à la construction politique de l'Etat-nation ou le rapport aux nationalités dans les empires<sup>13</sup>. Dans la panoplie des institutions de sécurité, le renseignement occupe une place décisive au service de la guerre comme de la paix. La guerre froide érige le renseignement en arbitre incontournable des affrontements entre les deux blocs idéologiques et politico-stratégiques comme des coopérations à l'intérieur des empires et des alliances. Et il tient un rôle aigu dans les jeux domestiques partisans des Etats<sup>14</sup>.

Olivier Forcade, Faculté des Lettres de Sorbonne Université

---

<sup>12</sup> Andrew, Christopher, *For The President's Eyes Only. Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush*, Londres, HarperCollins, 1995, p. 179 sq.

<sup>13</sup> Thomas Bausardo, *Les Coopérations internationales de la France dans la lutte contre le terrorisme (fin XIX<sup>e</sup> siècle à 1989)*, thèse de doctorat d'histoire, Université de Paris IV-Sorbonne, dir. Olivier Forcade, 2015.

<sup>14</sup> Georges-Henri Soutou, *La Guerre froide de la France 1941-1990*, Paris, Tallandier, 2018, 592 p.